

Renseignor

Le Renseignement ouvert par la radio

N°1249 le 25 septembre 2022

Dans ce numéro

Échange de prisonniers entre les taliban afghans et les États-Unis...

(Page 2)

Escale sud-coréenne pour le porte-avions de l'US Navy USS Ronald Reagan...

(Page 3)

En Corée du Nord, nouveau tir d'un missile balistique à courte portée...

(Page 4)

Le Japon en passe de cesser sa coopération et ses échanges de défense avec le Myanmar...

(Page 5)

P'yongyang nie formellement toute livraison d'armes à la Russie...

(Page 6)

Israël serait en passe de vendre un système de défense aérienne aux Émirats arabes unis...

(Page 7)

L'accès à Instagram et à WhatsApp bloqué par les autorités iraniennes...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Plus d'une centaine de morts dans des incidents frontaliers entre le Kirghizistan et le Tadjikistan...

Le président kirghiz Sadyr Japarov a discuté au téléphone avec son homologue russe Vladimir Poutine de la situation à la frontière entre le Kirghizistan et le Tadjikistan, a déclaré, dimanche, le service de presse de la présidence kirghize. Selon un communiqué du service de presse, Sadyr Japarov a informé Vladimir Poutine de l'évolution de la situation, du nombre de morts et de blessés du côté kirghiz, ainsi que de la destruction des infrastructures sociales dans les villages de la région de Batken, à la frontière avec le Tadjikistan. Les deux présidents ont souligné l'importance d'un règlement immédiat de la situation entre les deux États d'Asie centrale par le biais de moyens diplomatiques, ajoute le communiqué. Les heurts frontaliers entre le Kirghizistan et le Tadjikistan ont éclaté mercredi, les deux parties ayant ensuite convenu d'un cessez-le-feu, mais elles se sont accusées mutuellement de ne pas respecter l'accord et le Kirghizistan a déclaré l'état d'urgence dans la région de Batken, vendredi. Au moins 94 personnes ont été tuées cette semaine lors d'affrontements frontaliers entre le Tadjikistan et le Kirghizistan, ont indiqué dimanche les deux camps, les pires violences depuis l'instauration d'une trêve fragile entre les deux pays. La diplomatie tadjike a publié dimanche sur Facebook un premier bilan détaillé de son côté, faisant état de 35 morts et de 25 blessés lors des combats entre mercredi et vendredi, et affirmant que la plupart des morts étaient des civils. Pour sa part, dans son dernier bilan, le ministère de la Santé kirghiz a indiqué que 59 Kirghiz avaient été tués dans la région de Batken, située au sud-ouest du Kirghizistan et frontalière du Tadjikistan. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé samedi des responsables des deux pays par téléphone pour favoriser un dialogue pour un cessez-le-feu durable, a indiqué un porte-parole des Nations unies.

(La voix de la Turquie, le 19-09-2022)

Les membres du Comité militaire de l'Union européenne réunis à Prague...

Prague accueille les membres du Comité militaire de l'Union européenne (CMUE), organe qui assume la direction de toutes les activités militaires dans le cadre de l'UE. Après l'inauguration de la réunion au Musée national de Prague, les représentants des armées des pays membres de l'UE doivent se rendre, jeudi après-midi, à Hradec Kralove, pour assister aux exercices militaires *Medical Man*, auxquelles participent les soldats tchèques, slovaques, polonais et hongrois. Adjoint au chef d'état-major de l'armée tchèque, Ivo Strecha a salué, lors de l'ouverture de la réunion, le renforcement de l'unité et de la coopération entre les pays membres de l'UE et de l'OTAN suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

(Radio Prague international, le 22-09-2022)

... TERRORISME ...

Échange de prisonniers entre les taliban afghans et les États-Unis...

Les taliban afghans ont procédé à un échange de prisonniers avec les États-Unis. Les taliban ont déclaré avoir libéré l'ingénieur américain Mark Frerichs contre la libération par les États-Unis d'un haut responsable taliban ce lundi. Cet échange est le fruit de longues négociations, a confié le ministre des Affaires étrangères des taliban. La libération de l'Américain, pris en otage en janvier 2020 a été confirmée par sa famille. Les États-Unis ont remis aux taliban Bashir Noorzaï chef de tribu afghan arrêté en 2005 et accusé d'avoir fait passer plus de 50 millions de dollars d'héroïne aux États-Unis.

(Deutsche Welle, le 20-09-2022)

En Tunisie, un ancien Premier ministre soupçonné d'envoyer des djihadistes en Syrie...

La police antiterroriste tunisienne a détenu pendant une journée Ali Larayedh, ancien Premier ministre et haut responsable du parti d'opposition islamiste Ennahdha. Selon son avocat, l'ancien Premier ministre est soupçonné d'envoyer des djihadistes en Syrie. Larayedh devrait être présenté au juge demain. Dans la même affaire, la police entendra à la mi-journée aujourd'hui le chef de l'opposition islamiste tunisien, le président du parlement dissout, Rached Ghannouchi.

(Deutsche Welle, le 20-09-2022)

... MILITAIRE ...

Taiwan : Washington maintient l'ambiguïté stratégique...

Le président américain Joe Biden a déclaré que les forces américaines défendraient Taïwan en cas d'attaque sans précédent de la part de Pékin. Le chef d'État s'est exprimé à l'occasion d'un entretien dans l'émission *60 Minutes* sur la chaîne CBS diffusée dimanche. Interrogé sur la probabilité pour Washington de défendre Taïwan, le président américain a répondu : « Oui, en cas d'attaque sans précédent ». À la question de savoir si, contrairement à la situation en Ukraine, les forces américaines défendraient Taïwan dans le cas d'une invasion chinoise, Joe Biden a répondu « oui ». Cependant, il a précisé que la politique américaine de reconnaissance de la position chinoise reste inchangée. Pour Washington, Taïwan fait partie de la Chine. Il a déclaré qu'il existe une politique dite de « Chine unique » et que « Taïwan fait ses propres jugements concernant son indépendance ». Il a ajouté : « Nous ne bougeons pas, nous n'encourageons pas leur indépendance ». Washington maintient une politique « d'ambiguïté stratégique ». L'objectif est de dissuader Pékin en ne clarifiant pas la réponse américaine en cas d'invasion chinoise du territoire. Dimanche, un porte-parole de la Maison-Blanche a déclaré à la *NHK* que le président avait déjà tenu des propos similaires, notamment lors de sa visite à Tokyo. « Le président avait clairement indiqué que la politique américaine à l'égard de Taïwan demeurait inchangée » a-t-il ajouté.

(Radio Japon international, le 19-09-2022)

Ce dimanche, l'émission de la chaîne américaine *CBS News 60 Minutes overtime*, a diffusé son entretien avec le président des États-Unis, Joe Biden qui a abordé des questions d'économie, notamment avec le contrôle de l'inflation, de sécurité intérieure, avec le problème des fusillades dans les écoles, mais aussi plus internationale sur les tensions avec la Russie d'un côté et la Chine de l'autre. Sur ce dernier sujet, le président américain devait s'exprimer sur ce qu'il aimerait que le président chinois, Xi Jinping sache sur son engagement envers Taïwan. Joe Biden a répondu que les États-Unis sont toujours en accord avec ce qu'ils ont signé il y a déjà bien longtemps. En réaffirmant qu'il y a la politique d'une seule Chine et que Taïwan fait ses propres jugements concernant son indépendance. Les États-Unis n'agissent pas et n'encouragent pas à l'indépendance puisque cela relève de la décision des Taïwanais. Quant à la question concernant la défense de Taïwan en cas d'attaque chinoise, le président a répondu : « Oui, si une attaque sans précédent était effectuée visant Taïwan » et a terminé en répondant un simple « oui » à la question : « ce ne sera pas comme en Ukraine, l'armée américaine, les hommes et femmes américains défendront Taïwan dans le cadre d'une invasion chinoise ». Malgré cette déclaration, l'émission *60 Minutes* a précisé qu'après l'entretien, la rédaction a joint la Maison-Blanche pour confirmer les paroles du président, une requête répondue par une simple phrase : la position de la Maison-Blanche n'a pas changé, ce qui se traduit par le maintien de l'ambiguïté stratégique. Le porte-parole de l'ambassade de Chine aux États-Unis a réagi sur *Twitter* peu de temps après la diffusion de l'émission en condamnant les propos du président

américain l'accusant d'envoyer un mauvais message aux forces séparatistes soutenant l'indépendance de Taïwan, et compromet sévèrement les relations sino-américaines ainsi que la paix et la stabilité à travers le détroit de Taïwan. Le ministère des Affaires étrangères taïwanais a, quant à lui, rappelé qu'au regard de l'agrandissement des capacités militaires chinoises, le gouvernement taïwanais continuerait également à renforcer ses capacités de défense pour permettre à l'île de se défendre.
(*Radio Taïwan international, le 19-09-2022*)

La VIIe Flotte des États-Unis prête à intervenir en cas de blocus de Taïwan...

Le *Wall Street Journal* a publié le 19 septembre une interview de Karl Thomas, 53e commandant de la VIIe Flotte des États-Unis, dans laquelle le vice-amiral a évoqué un éventuel blocus de Taïwan par la Chine. Suite à la visite à Taïwan de la présidente de la chambre des Représentants américaine Nancy Pelosi début août, la Chine a tenté d'intimider Taïwan en organisant des exercices à balles réelles autour de l'île. De nombreux experts estiment que Pékin, qui ne dispose pas encore de la capacité de mener une invasion à grande échelle à Taïwan, recourrait plutôt à un blocus de l'île. Selon Karl Thomas, Pékin devrait déjà être en mesure d'isoler Taïwan par des moyens militaires grâce à l'élargissement de ses flottes ces dernières années. Il a averti que si la Chine tentait de couper Taïwan de toute communication avec l'extérieur, elle s'exposerait à une intervention de la communauté internationale. Le commandant de la marine a précisé qu'il était de sa responsabilité de tenir ses troupes prêtes à réagir à un éventuel blocus. Karl Thomas a évoqué le Taiwan Relations Act adopté à la suite de la rupture diplomatique entre Washington et Taipei en 1979, en indiquant que les États-Unis seraient très préoccupés par toute tentative de Pékin visant à changer le statu quo dans le détroit de Taïwan par des moyens non pacifiques, y compris un boycott économique et un embargo.
(*Radio Taïwan international, le 20-09-2022*)

Au Japon, participation d'avions de combat allemands à des exercices conjoints avec les Forces d'autodéfense...

Les Forces d'autodéfense aériennes japonaises vont mener un exercice conjoint avec les forces aériennes allemandes la semaine prochaine dans l'espace aérien nippon, ce qui est une première. Les FAD ont indiqué que trois avions de combat allemands *Eurofighter* arriveraient le 28 septembre à la base aérienne de Hyakuri, dans le département d'Ibaraki près de Tokyo. Trois avions japonais F-2 participeront à la formation et à la manœuvre d'entraînement. Les FAD expliquent que l'objectif est d'encourager la compréhension mutuelle, de renforcer la coopération défensive et d'améliorer les compétences tactiques des forces nippones. L'Allemagne a souligné l'importance du multilatéralisme dans ses directives sur la diplomatie et la sécurité nationale en 2020, et a clairement fait part de son intention de s'impliquer davantage dans la région indopacifique. Les forces aériennes allemandes ont récemment participé à un exercice militaire multilatéral organisé en Australie.
(*Radio Japon international, le 20-09-2022*)

Escale sud-coréenne pour le porte-avions de l'US Navy USS Ronald Reagan...

Sur fond de menace nucléaire de P'yongyang, l'*USS Ronald Reagan* et son groupe aéronaval (GAN) sont arrivés aujourd'hui à la base d'opérations de Busan dans le sud-est de la Corée du Sud. Ce serait une démonstration de force des États-Unis, qui ont promis de fournir à son allié sud-coréen une dissuasion élargie face à la menace nord-coréenne. Les deux pays veulent alors faire passer un message fort d'avertissement au régime de Kim Jong-un. Le porte-avions polyvalent américain à propulsion nucléaire est accompagné du croiseur lance-missiles *Chancellorsville* (CG 62) et du destroyer *Aegis Barry* (DDG 52). Le mastodonte de plus de 100 000 tonnes à pleine charge est entré en service en 2003. Il peut transporter à son bord jusqu'à 90 aéronefs, dont le F/A-18 *Super Hornet*, et le nombre de ses effectifs marins et aériens est supérieur à 5 000. D'où son surnom de « base militaire flottante ». Le groupe aéronaval prendra part aux manœuvres conjointes que les marines sud-coréenne et américaine lanceront fin septembre dans la mer de l'Est. Le sous-marin d'attaque *USS Annapolis* (SSN 760) le rejoindra alors. Une cérémonie officielle a été organisée à bord du *Ronald Reagan* pour souhaiter la bienvenue aux vaisseaux et leur équipage, en présence des officiers de grades élevés des marines des deux alliés. Dans sa prise de parole, Michael Donnelly, qui commande les unités navales et aériennes du cinquième GAN, a affirmé que le déploiement du porte-avions témoignait de l'alliance solide des deux nations.
(*KBS World Radio, le 23-09-2022*)

Un porte-avions américain à propulsion nucléaire est arrivé en République de Corée vendredi pour des exercices combinés avec la marine sud-coréenne, selon l'agence de presse *Yonhap*. Le groupe d'attaque du porte-avions *USS Ronald Reagan*, composé d'un porte-avions de classe *Nimitz*, du croiseur à missiles guidés *USS Chancellorsville* et de l'*USS Barry*, destroyer de la classe *Arleigh Burke*, a accosté à une base navale à Busan, à environ 390 kilomètres au sud-est de la capitale Séoul, vers 9 heures, heure locale. Le groupe d'attaque a prévu d'organiser des exercices maritimes combinés avec la marine sud-coréenne au large de la côte est de la République de Corée dans le courant du mois. Le sous-marin à propulsion nucléaire *USS Annapolis* devrait se joindre à l'exercice conjoint, selon *Yonhap*.

(Radio Chine internationale, le 24-09-2022)

La Corée du Nord préparerait le lancement d'un nouveau sous-marin...

La Corée du Nord semble préparer le lancement d'un nouveau sous-marin. C'est une estimation de *38 North*. Ce site américain spécialisé dans le suivi du pays communiste a publié hier une analyse de photos satellites prises le 18 septembre par une entreprise privée. Ces clichés montrent six navires, dont une barge, sur le chantier naval de Sinpo dans l'est du territoire nord-coréen. C'est la première fois qu'on y voit autant de bâtiments. Une voie ferrée, les infrastructures nécessaires pour déplacer le sous-marin vers la mer ou encore une cale sèche flottante y sont également observées. Selon le site américain, l'État communiste ne serait qu'au début des préparatifs nécessaires à l'opération de mise à l'eau de son sous-marin. *38 North* a par ailleurs avancé que le régime de Kim Jong-un avait commencé, début 2016, à construire ce sous-marin, qui serait un modèle lance-missiles balistiques (SSB).

(KBS World Radio, le 22-09-2022)

Travaux d'extensions détectés à l'intérieur d'une station de lancement de satellites dans le nord-ouest de la Corée du Nord...

Selon un groupe de réflexion américain, d'importants travaux d'extension continuent de se dérouler à l'intérieur d'une station de lancement de satellites du nord-ouest de la Corée du Nord. Depuis ce site, P'yongyang compte apparemment être en mesure de projeter des fusées plus grandes et plus performantes. Le Centre d'études stratégiques et internationales a publié jeudi des photos satellites de la station de lancement Sohae, à Tongchang-ri. Les clichés ont été pris le 6 septembre dernier. Selon le centre, ces images révèlent que les travaux portent essentiellement sur l'expansion de la capacité de stockage de carburant sur le site de lancement. L'objectif du Nord serait d'acquérir la capacité d'opérer des lanceurs spatiaux plus grands et plus performants. Le groupe de réflexion juge toutefois extrêmement improbable qu'un nouveau lancement de satellite soit effectué à partir de la rampe, dans un avenir proche, en raison des travaux de construction en cours.

(Radio Japon international, le 25-09-2022)

En Corée du Nord, nouveau tir d'un missile balistique à courte portée...

Selon des responsables militaires sud-coréens, la Corée du Nord a effectué dimanche matin un tir de missile balistique à courte portée. L'engin aurait été projeté en direction de la mer du Japon dimanche, vers 6h53, près de la région de Taechon, dans la province de Pyongan du Nord, dans le nord-ouest du pays. Le ministre nippon de la Défense Hamada Yasukazu a déclaré que si le missile avait atteint une altitude d'environ 50 kilomètres et parcouru près de 400 kilomètres, selon la trajectoire habituelle, il a vraisemblablement atterri en dehors de la zone économique exclusive du Japon. M. Hamada a également déclaré que le missile pouvait être un modèle susceptible de suivre des trajectoires de vol irrégulières. Il a précisé qu'aucun navire ou avion japonais n'avait, pour l'heure, déploré de dommages particuliers. « Nous condamnons fermement ce tir de missile, car il viole les résolutions du Conseil de sécurité » a-t-il toutefois déclaré. P'yongyang avait prévenu Séoul et Washington qu'ils devraient payer le prix d'une poursuite de leurs exercices militaires conjoints. Les États-Unis et la Corée du Sud les ont tout de même poursuivis, du 22 août au 1er septembre. De nouvelles manœuvres conjointes américano-sud-coréennes, prochainement programmées autour de la mer du Japon, alimentent par ailleurs la colère de P'yongyang.

(Radio Japon international, le 25-09-2022)

Le détroit de Taïwan traversé par un destroyer de l'US Navy et une frégate canadienne...

Le ministère taïwanais de la Défense a confirmé aujourd'hui qu'un destroyer américain, le *USS Higgins*

de la classe *Arleigh Burke*, et une frégate canadienne, le *HMCS Vancouver* de la classe *Halifax*, ont traversé hier le détroit de Taïwan côte à côte du sud au nord. La Défense a dit avoir surveillé de manière continue le passage des deux navires étrangers, en ajoutant qu'aucune anomalie n'était survenue le long de la traversée. De son côté, le ministère taïwanais des Affaires étrangères a salué ce matin les actions concrètes des États-Unis et du Canada pour défendre le statut d'eaux internationales du détroit de Taïwan et la liberté de navigation, ainsi que la paix et la stabilité dans la région. La porte-parole de la Diplomatie Joanne Ou a condamné les tentatives de Pékin de désigner le détroit de Taïwan comme eaux intérieures de la Chine populaire. Ces propos des autorités taïwanaises font suite à une déclaration de la VIIe Flotte de la marine américaine, selon laquelle le passage des deux navires militaires se conforme à la loi internationale. La ministre de la Défense du Canada Anita Anand a également fait une déclaration similaire.

(*Radio Taïwan international, le 21-09-2022*)

Mise à l'eau d'un second bâtiment de guerre fabriqué par Taïwan...

Dans son objectif de renforcer la puissance de combat asymétrique, Taïwan développe ses propres navires ces dernières années avec notamment les navires de classe *Tuo Chiang* dont le prototype a été développé en 2015. Après plusieurs années de recherche et d'amélioration, l'armée a développé le navire *Ta Chiang* sur le modèle de *Tuojiang* mis en service en décembre 2020. Le ministère de la Défense prévoit d'ailleurs d'acquérir dix navires de classe *Tuo Chiang* entre 2022 et 2026. Après un vote du nom de ce navire ouvert au public, l'armée a retenu dix noms pour cette série de navires. Le ministère de la Défense vient d'annoncer la mise à l'eau du deuxième navire de la série nommé *Fu Chiang*. Le ministère de la Défense a annoncé qu'une cérémonie de mise à l'eau du deuxième navire *Fu Chiang* a eu lieu sur les chantiers navals Lung-de hier soir, marquant une étape importante dans la politique d'autonomie de la défense et de construction navale. Le ministère a également indiqué que grâce aux efforts conjoints de la Défense, de l'institut des sciences Chung-Shan et du chantier naval, la marine renforçait et modernisait ses équipements pour assurer pleinement sa mission de protection du territoire national et des eaux taïwanaises.

(*Radio Taïwan international, le 22-09-2022*)

Un missile sol-sol *Gabriel 5* testé avec succès par l'armée israélienne...

Alors que le Hezbollah continue de menacer les plates-formes gazières d'Israël, la marine israélienne et la Direction de la recherche et du développement du ministère de la Défense (MAFAT) ont testé avec succès le missile sol-sol *Gabriel 5*. Ce missile sol-sol de cinquième génération, également appelé *Blue Spear*, est conçu pour frapper des cibles lors de scénarios complexes, même en présence de contre-mesures sophistiquées. Selon le porte-parole de Tsahal, le test du missile a été effectué en août et fait partie d'une série de tests pour les nouveaux navires lance-missiles *Saar 6* de la marine. Ce test a notamment permis d'évaluer les capacités du navire à faire face à diverses menaces, avec de nouveaux systèmes d'armes comme le *Gabriel 5*. « Ce missile avancé garantit l'avantage de la marine et la préservation de la supériorité navale de Tsahal, et sera utilisé par la marine dans ses missions, notamment la protection des actifs stratégiques de l'État d'Israël » indique le communiqué de Tsahal. Le système possède des capacités combinées d'attaque antinavires et d'attaque terrestre avec une portée de 290 kilomètres à une vitesse subsonique élevée. Il dispose de capacités de frappe au-delà de la ligne de visée et peut frapper des cibles mobiles ou stationnaires. Le missile pèse 760 kg, mesure 4,3 mètres de long et possède une tête de munition hautement explosive de 150 kg qui utilise un radar actif de détection de cible. Il ne vole pas en ligne droite, ce qui rend sa détection difficile. « La marine continue de se développer et de changer face à une variété de défis opérationnels croissants et de changements régionaux » a déclaré le contre-amiral Gaye Goldfarb, chef d'état-major de la marine israélienne, ajoutant que le système de missiles renforcera les capacités opérationnelles et défensives de la marine.

(*I24News, le 21-09-2022*)

Le Japon en passe de cesser sa coopération et ses échanges de défense avec le Myanmar...

Le ministère japonais de la Défense a décidé de cesser d'accepter les membres de l'armée du Myanmar comme étudiants en réponse aux exécutions par le Myanmar de quatre personnes, y compris des militants prodémocratie. Le ministère a accepté la venue d'officiers de haut rang du Myanmar comme étudiants, même après que l'armée eut pris le pouvoir dans le pays lors d'un coup d'État en février de l'année dernière. Mais les exécutions qui ont eu lieu en juillet ont incité un groupe non

partisan de législateurs japonais qui soutiennent la démocratisation du Myanmar à exiger que le Japon cesse d'accepter des membres de l'armée. Le porte-parole du ministère, Aoki Takeshi, a déclaré mardi aux journalistes que le ministère cesserait d'accepter les étudiants à compter de l'année fiscale 2023, qui débutera en avril de l'année prochaine. Les onze personnes qui étudient actuellement au Japon à l'Académie de la défense nationale et ailleurs seront autorisées à poursuivre leur formation. M. Aoki a déclaré que le ministère avait décidé qu'il n'était pas approprié de poursuivre la coopération et les échanges de défense avec le Myanmar, étant donné qu'avant les exécutions, les dirigeants militaires de ce pays avaient ignoré l'expression par le Japon de sa vive préoccupation.

(Radio Japon international, le 21-09-2022)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Signature d'un contrat portant sur la vente à la Pologne de 48 avions de combat sud-coréens FA-50...

La Korea Aerospace Industries (KAI) a signé vendredi un contrat de trois milliards de dollars avec la Pologne portant sur l'exportation de 48 avions de combat FA-50. D'après l'annonce faite le même jour par l'Administration du programme d'acquisition de la défense (DAPA), il s'agit d'un accord exécutif signé avec l'Agence de l'armement de Varsovie dans la continuité du contrat-cadre signé le 27 juillet dernier pour fournir les chasseurs au pays européen. De son côté, le ministère polonais de la Défense a précisé que 12 unités du même type que le FA-50 utilisé actuellement par l'armée sud-coréenne seront livrées à la fin de l'année prochaine. Et 36 autres du modèle FA-50PL que la KAI fabriquera en prenant en compte la demande de son partenaire seront livrés entre 2025 et 2028. Pour rappel, deux entreprises coréennes, Hyundai Rotem et Hanwha Defense, ont déjà signé les contrats exécutifs, d'une valeur totale de 5,76 milliards de dollars, pour fournir aux Polonais 180 chars K2 entre 2022 et 2025 et 212 obusiers automoteurs K9 entre cette année et 2026. Ces accords font également suite aux contrats-cadres, conclus cet été, qui avaient fixé les contours de la vente.

(KBS World Radio, le 19-09-2022)

La République tchèque prête à accueillir la production des drones ukrainiens *Leleka-100*...

Le drone ukrainien *Leleka-100*, créé par la société Deviro de la ville de Dnipro, recherche désormais des partenaires en Tchéquie pour y transférer une partie de sa production. « Ce n'est pas assez sûr en Ukraine. Nous recherchons un endroit pour construire une deuxième usine, et la Tchéquie nous semble tout à fait appropriée. Nous tenons à vous remercier chaleureusement, les Tchèques, pour votre soutien » a souligné le directeur opérationnel Kirill Zabolotnyj cité par le quotidien économique tchèque *HN*. Avec ses collègues, il a présenté le *Leleka* (cigogne en français), lors des Journées de l'OTAN ce week-end à Ostrava.

(Radio Prague international, le 19-09-2022)

Signature du contrat portant sur la vente à la Suisse de 36 avions de combat américains F-35A...

Le gouvernement suisse a signé, lundi, un accord avec les États-Unis pour l'achat de 36 chasseurs F-35A. Les livraisons des F-35A débuteront en 2027 et se poursuivront jusqu'en 2030, indique un communiqué du gouvernement suisse. Les appareils, nouvellement acquis, sont destinés à remplacer les F/A-18 *Hornet* et F-5 *Tiger* dont dispose actuellement l'armée de l'air suisse, selon la même source. À l'issue du référendum de 2020, une majorité s'était dégagée en faveur d'initiatives visant à promouvoir la modernisation de l'armée suisse. Aucune précision, cependant, n'avait été fournie quant à la nature du matériel militaire qui ferait l'objet d'achats dans le cadre de cette modernisation. C'est ainsi que le gouvernement a donné un accord préalable d'un montant de 6 milliards de francs suisses (6,2 milliards de dollars) pour l'achat de 36 appareils F-35A américains. En Suisse, les partis d'opposition avaient demandé que la question soit soumise à un vote public. Rien n'indiquait, en effet, lors du référendum de 2020, que l'acquisition des F-35A serait menée à son terme.

(La voix de la Turquie, le 20-09-2022)

P'yongyang nie formellement toute livraison d'armes à la Russie...

La Corée du Nord a démenti l'information récemment dévoilée par le gouvernement américain, selon laquelle elle fournit des armes à la Russie, en proie à des difficultés d'approvisionnement de son armée, en guerre avec l'Ukraine. Dans un communiqué publié aujourd'hui par l'agence d'État *KCNA*, son ministère de la Défense a martelé que P'yongyang n'avait jamais exporté auparavant d'armes ni de

munitions vers Moscou, et qu'il n'envisageait pas non plus de le faire dans l'avenir. Il a alors fustigé les forces hostiles, dont les États-Unis, pour avoir fait circuler une telle rumeur infondée et pour avoir dénoncé une violation des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, et ce dans un but de ternir l'image du pays communiste. Le ministère a alors mis en garde Washington contre ce qu'il qualifie de calomnie et lui a demandé de garder le silence, d'autant plus que le développement, la production, la détention des équipements militaires, voire leurs ventes et achats sont un droit légitime et propre d'un État souverain. Pour rappel, début septembre, un journal américain a relayé l'information provenant de documents déclassifiés des services de renseignement des États-Unis, selon lesquels le Kremlin serait en train d'acheter au royaume ermite plusieurs millions d'obus d'artillerie et de roquettes. Et mardi, Elizabeth Rosenberg, secrétaire adjointe au Trésor chargée du financement du terrorisme a affirmé, devant le Sénat, que les livraisons des armes nord-coréennes à la Russie constituaient bien une violation des sanctions onusiennes. Et d'ajouter que le régime de Kim Jong-un peut alors écoper d'une nouvelle mesure punitive.

(KBS World Radio, le 22-09-2022)

Rupture des relations diplomatiques entre l'Ukraine et l'Iran accusé de fournir des drones à la Russie...

L'Ukraine a annoncé vendredi qu'elle allait rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran et retirer à son ambassadeur son accréditation après la décision, que Kiev juge inamicale, de Téhéran de fournir des drones aux forces armées russes. Plus tôt dans la journée de vendredi, l'Ukraine a déclaré avoir abattu quatre drones de fabrication iranienne, poussant le président ukrainien Volodymyr Zelensky à regretter que Téhéran porte atteinte à la souveraineté de l'Ukraine et à ses citoyens. L'Ukraine et les États-Unis ont accusé l'Iran de fournir des drones à la Russie, ce que Téhéran dément. « Fournir à la Russie des armes pour faire la guerre à l'Ukraine est un acte inamical qui porte un coup sérieux aux relations entre l'Ukraine et l'Iran » a déclaré le ministère ukrainien des Affaires étrangères dans un communiqué sur son site internet. « En réponse à un tel acte inamical, la partie ukrainienne a décidé de priver l'ambassadeur d'Iran de son accréditation et de réduire de manière significative le nombre de personnels diplomatiques de l'ambassade d'Iran à Kiev » poursuit le ministère. Le message de Kiev a été remis à l'ambassadeur par intérim, l'ambassadeur permanent de l'Iran n'étant pas actuellement en Ukraine.

(La voix de la Turquie, le 24-09-2022)

L'Inde et les États-Unis envisagent de codévelopper des drones...

Les États-Unis cherchent à se rapprocher du géant indien pour contrer la montée en puissance de la Chine. Les deux pays vont codévelopper des drones. L'Inde les fabriquera et les exportera vers d'autres pays de la région. C'est ce qu'a indiqué hier un haut responsable du Pentagone. L'Inde, elle, cherche à diversifier son armement encore majoritairement de fabrication russe. Elle veut également développer sa propre industrie de défense. « Nous voulons soutenir l'Inde sur ces deux fronts » a indiqué ce haut responsable américain.

(Radio Vatican, le 23-09-2022)

Israël serait en passe de vendre un système de défense aérienne aux Émirats arabes unis...

Israël a accepté de vendre un système de défense aérienne avancé aux Émirats arabes unis, selon deux sources bien informées, ce qui constitue le premier accord connu de ce type entre les deux pays depuis la signature des accords d'Abraham en 2020. Israël et les EAU, alliés des États-Unis, partagent une crainte ultime : celle que l'Iran obtienne une arme nucléaire, une ambition que Téhéran dément. Israël a approuvé une demande des EAU au milieu de l'été et fournira à l'État du Golfe des intercepteurs mobiles *SPYDER* fabriqués par l'entreprise publique Rafael, ont déclaré deux sources, refusant de fournir plus de détails en raison de la nature sensible de l'accord. Une troisième source a déclaré que les EAU avaient acquis une technologie israélienne capable de lutter contre les attaques de drones comme celles qui ont frappé Abou Dhabi au début de l'année. À la question de savoir si Israël fournissait aux EAU des systèmes de défense aérienne, le président de la commission des Affaires étrangères et de la Défense du parlement, Ram Ben-Barak, a déclaré à la radio israélienne le 20 septembre qu'il y avait une large coopération avec les EAU, mais a refusé de faire d'autres commentaires. Rafael affirme que le *SPYDER* peut défendre de vastes zones contre des menaces telles que les drones, les missiles de croisière, les avions d'attaque, les hélicoptères et les bombardiers, y compris à basse altitude. Le président Isaac Herzog, en visite aux EAU en janvier, a

affirmé qu'Israël soutenait les besoins de sécurité des EAU. La plupart des attaques ont été revendiquées par la milice Houthi, alliée de l'Iran, que les EAU combattent dans la guerre au Yémen dans le cadre de la coalition arabe qui cherche à rétablir le gouvernement déchu. Anwar Gargash, conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis, a déclaré à des journalistes en juillet que les Émirats envisageraient tout ce qui pourrait protéger le pays contre les drones et les missiles, à condition que ce soit défensif et que cela ne vise pas un pays tiers.
(I24News, le 24-09-2022)

... CYBERESPACE ...

À Séoul, le mémorial de la guerre de Yongsan victime d'une cyberattaque...

Le mémorial de la guerre de Yongsan à Séoul a subi, le 7 septembre, une cyberattaque. D'après cet établissement commémoratif placé sous l'égide du ministère de la Défense, suite à ce piratage, les réseaux publics du musée, tels que le site web, ont été paralysés jusqu'au 14 septembre. Le hacker n'est toujours pas identifié. Des documents conservés dans les serveurs et une partie des données personnelles ont été volés. Cependant, selon un responsable de l'armée, aucune information militaire n'a été piratée. Un officiel du mémorial s'est voulu rassurant en affirmant que toutes les informations récoltées sont codifiées estimant ainsi qu'il n'y aura pas de dégât suite à la fuite des données personnelles.

(KBS World Radio, le 21-09-2022)

L'accès à Instagram et à WhatsApp bloqué par les autorités iraniennes...

Les autorités en Iran ont bloqué l'accès à *Instagram* et à *WhatsApp* après six jours de protestations après la mort d'une jeune femme arrêtée par la police des mœurs pour port de vêtement inapproprié.

(La voix de l'Amérique, le 23-09-2022)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Élysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30